



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service Environnement
Eau, Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

CJ

**Arrêté préfectoral de levée de consignation
concernant la SAS TRANSPORTS DURAND
sise 48 rue Pasteur 51370 Saint Brice Courcelles
(arrêté de consignation n° 2011 C 108 IC du 23/08/2011)**

**le préfet
de la région Champagne Ardenne
préfet du département de la Marne**

**Installations classées
N° 2013 LC 42 IC
CJ**

VU :

- le code de l'environnement et notamment son article L514-1;
- le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
- la circulaire ministérielle "installations classées" du 10 mai 1983 relative aux cas des établissements nécessitant une régularisation administrative,
- la circulaire ministérielle du 25 septembre 2001 relative à la procédure d'instruction des demandes d'autorisation,
- l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 mettant en demeure l'exploitant de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter dans les formes prévues aux articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral du 23 août 2011 engageant une procédure de consignation d'une somme d'un montant de 15 000 € à l'encontre de la SAS Transports DURAND à Saint Brice Courcelles afin qu'elle réalise et dépose en préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter son établissement de Saint Brice Courcelles qui relève de la réglementation sur les installations classées soumises à autorisation,
- le rapport établi le 9 avril 2013 par l'inspection des installations classées déclarant recevable le dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la SAS Transports DURAND pour son établissement de Saint Brice Courcelles et proposant la levée de la consignation prescrite par l'arrêté préfectoral du 23 août 2011.

CONSIDERANT que :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la SAS Transports DURAND comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 512-2 à R512-9 du Code de l'Environnement,
- l'inspection des installations classées, dans son rapport du 9 avril 2013, préconise la levée de la consignation au regard des éléments précités.

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011 C 108 IC du 23 août 2011, consignant la somme de 15.000 €, afin que la SAS Transports DURAND réalise et dépose en préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter son établissement situé à Saint Brice Courcelles, sont levées.

Article 2 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 : Voie de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Notification

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur régional des finances publiques de Champagne-Ardenne et du département de la Marne, M. le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information à M. le Sous Préfet de Reims, au directeur de l'agence régionale de santé de Champagne Ardenne, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, au chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ainsi qu'à Monsieur le Maire de Saint Brice Courcelles qui en donnera communication à son conseil municipal.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint Brice Courcelles pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à M. le Directeur de la SAS Transports DURAND 48 rue Pasteur 51370 SAINT BRICE COURCELLES.

Châlons en Champagne, le **19 AVR. 2013**

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC